

■ La journée

Le groupe PS de la Chambre contre la prise en...

Ce mardi, la Chambre se réunit en plénière pour la prise en considération de... 228 propositions de loi ou résolutions dans les matières les plus diverses. Dans le lot, des textes sérieux qui mériteraient d'être votés mais aussi des brûlots-provocations extrémistes, question de f... le bordel. Entre autres joyeusetés, le Vlaams Belang proposera d'abolir la monarchie et d'accorder l'amnistie aux collabos de la Seconde Guerre. Le groupe PS a déjà annoncé qu'il ne votera pas sa prise en considération. *Niets nieuws onder de zon*: la proposition resurgit à chaque législature. Le texte des neofascistes vise en fait à supprimer tous les effets des condamnations infligées pour cause d'incivisme en 40-45!

...considération d'une proposition sur l'amnistie

Pire, la proposition prévoit la mise en place d'une commission destinée à verser des indemnités financières aux collabos et à leurs descendants! Pour le PS, c'est non! *"Depuis toujours, nous sommes opposés à la possibilité de discuter d'une loi permettant d'accorder des avantages à ceux qui étaient du côté de l'occupant et qui ont trahi la Belgique"* a dit Thierry Cier. *"Et ce n'est pas une question communautaire. Pour nous, il s'agit de respecter la mémoire de toutes les victimes de la barbarie nazie et d'honorer ceux qui ont combattu l'occupant, parfois jusqu'à donner leur vie."* Un point de vue partagé par le Groupe Mémoire qui réunit les prisonniers politiques et raciaux par-delà les communautés et les régions.

Le bâtonnier du barreau de Bruxelles à l'offensive

A l'occasion de la rentrée judiciaire, le bâtonnier du barreau de Bruxelles, M. Jean-Pierre Buyle, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère.

Il a commencé par estimer, égratignant au passage les ministres de la Justice (Stefaan De Clerck CD&V) et des Finances (Didier Reynders, MR, qui exerce la tutelle sur la Régie des bâtiments) que le palais de justice de Bruxelles. Celui-ci scande-t-il, doit *"continuer à abriter des cours et des tribunaux et non des centres de congrès, des souks ou des cirques"*.

Mais ses attaques ont aussi porté sur d'autres sujets d'une brûlante actualité: selon lui, la société civile n'a que faire de la défédéralisation de la justice et de la scission de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles (Hal-Vilvorde). *"Ces caprices politiques ne résoudre en rien l'arrière judiciaire. Ces réformes sont sans aucune plus-value pour le justiciable et engendreront des coûts sans commune mesure"*, a-t-il martelé.

Et de suggérer d'investir ces millions d'euros dans l'informatisation des juridictions. Critiques en règle, également, contre le procureur général de Bruxelles, qui a déconseillé l'initiative prise par le barreau, avec le concours du président du tribunal de première instance et des juges d'instruction, de mettre en œuvre un dispositif permettant à tout suspect de bénéficier, dès son premier interrogatoire, de l'assistance d'un avocat, comme l'exige l'arrêt Salduz rendu par la Cour européenne des droits de l'homme.



M. Leterme a cité les bons rés... plusieurs reprises qu'elle a "fa"

■ Relations extérie

"Une in... positiv

► Yves Leterme dema... ambassadeurs de dor... meilleure image de n

LE CLOU

www.clo.uvls.be

IL FAUT
TRAVAILLER

IL FAUT
TRAVAILLER

■ e Premier ministre